www.pwc.com

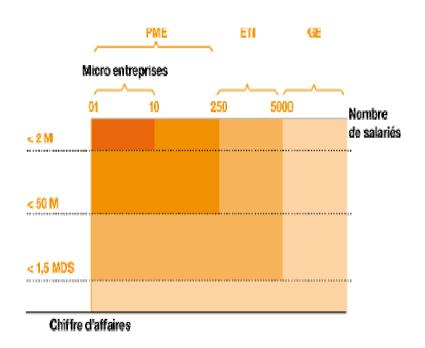
PwC - Enquête ETI

Résultats de la 2^{nde} enquête PwC dédiée aux Entreprises de Taille Intermédiaire



Méthodologie et définition

- Dans le cadre de cette étude, 202
 dirigeants d'ETI (Entreprises de Taille Intermédiaire) ont été interrogés par téléphone entre le 1^{er} et le 18 juin 2012.
- L'échantillon a été stratifié par taille d'entreprise, secteur d'activité et par région.
- L'étude a été réalisée par l'IFOP. Elle respecte fidèlement les principes scientifiques et déontologiques de l'enquête par sondage.
- Définition: une Entreprise de Taille
 Intermédiaire est une entreprise qui a
 moins de 5000 salariés, et soit un chiffre
 d'affaires n'excédant pas 1,5 milliards
 d'euros, soit un total de bilan n'excédant
 pas 2 milliards d'euros.

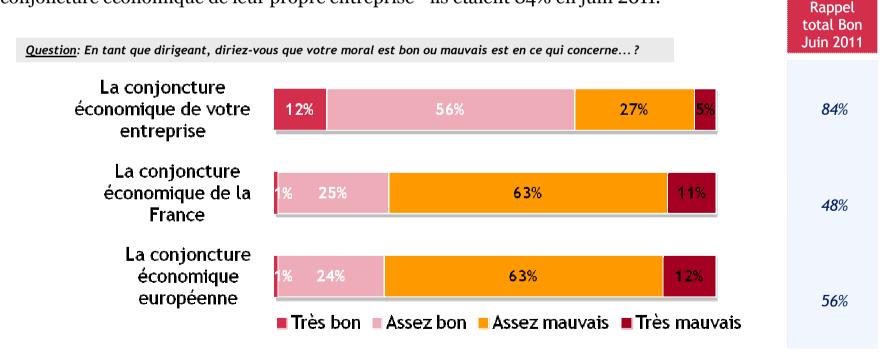


Les incertitudes liées à la conjoncture freinent le développement économique des ETI

Des dirigeants préoccupés par la conjoncture économique

Les dirigeants d'ETI sont **très inquiets** concernant la **conjoncture économique française mais aussi européenne** (pour 74% et 75% d'entre eux). Cette tendance était beaucoup plus faible l'année dernière à la même époque (Enquête ETI PwC de juin 2011)

Cependant, 68% des dirigeants affirment que leur moral est bon concernant la conjoncture économique de leur propre entreprise - ils étaient 84% en juin 2011.



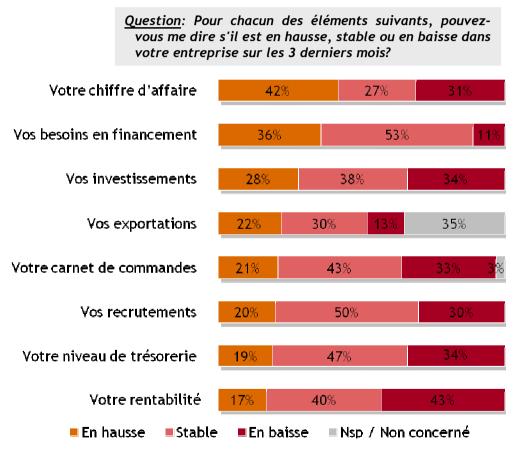
Des indicateurs économiques au ralenti depuis 3 mois

Si leur **chiffres d'affaires** a progressé pour 42% des dirigeants d'ETI au cours des trois derniers mois, leur **rentabilité** subit une baisse pour 43% d'entre eux (26% en 2011), tout comme leur niveau de **trésorerie**, qui diminue pour 34% d'entre eux (11% en 2011).

Le carnet de commandes était un indicateur en hausse lors de notre précédente enquête, mais enregistre aujourd'hui une perte de 22 points.

Les investissements qui étaient en hausse pour 44% des dirigeants l'année dernière, sont aujourd'hui en baisse pour 34% des ETI interrogées -contre 11% en 2011.

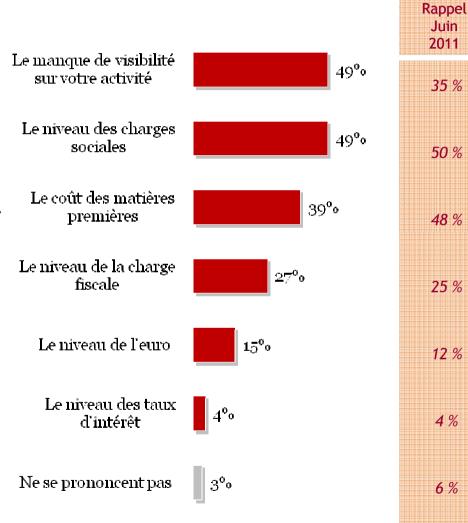
Les recrutements sont également ralentis.



Les principaux freins au développement des ETI

Le manque de visibilité sur leur activité constitue aujourd'hui le principal frein au développement économique de ces entreprises, au même niveau que les charges sociales.

Le coût des matières premières, qui s'avérait le 2nd frein en 2011, rétrograde en troisième position.



Quelles sont les attentes des ETI?

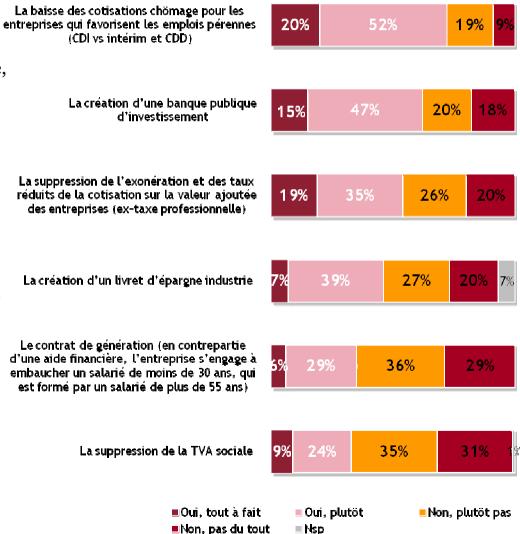
- Face aux mesures proposées par le gouvernement
- En termes de fiscalité
- Face aux besoins de financement

L'évaluation des différentes mesures proposées par le gouvernement

Parmi les mesures annoncées par le parti socialiste durant la campagne présidentielle, celles qui sont jugées comme « facteur de croissance » par les dirigeants d'ETI sont d'abord la baisse des cotisations chômage pour les entreprises qui favorisent les emplois pérennes (pour 72% des répondants) et la création d'une banque Publique d'investissement (pour 62% d'entre eux).

En revanche, le contrat de génération n'apparaît pas comme un facteur de croissance, tout comme la suppression de la TVA sociale.

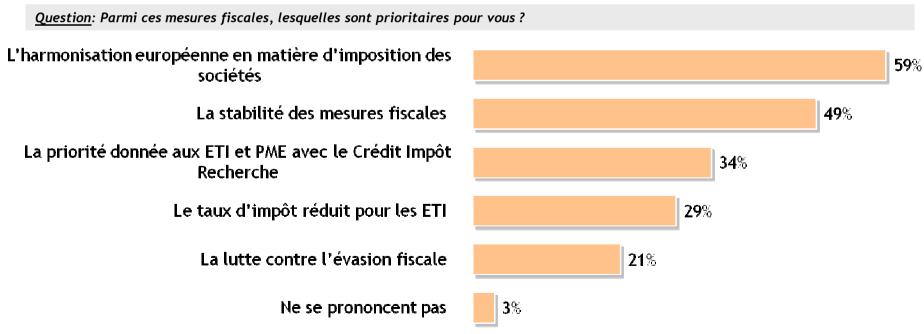
La création d'un **livret d'épargne industrie** partage les dirigeants (46% vs 47%)



Les mesures fiscales jugées prioritaires

59% des dirigeants d'ETI souhaitent avant tout une harmonisation fiscale européenne en matière d'imposition des sociétés, et 49% attendent une stabilité des mesures fiscales.

34% des dirigeants d'ETI souhaitent que la priorité leur soit donnée, ainsi qu'aux PME, via le Crédit Impôt Recherche. C'est une mesure clé, qui impacte souvent leurs décisions d'investissement.



Comment répondre aux besoins de financement?

Pour répondre à leurs besoins de financement, 83% des dirigeants d'ETI considèrent l'encouragement aux investissements privés comme le moyen le plus utile, devant l'aide apportée par les grandes entreprises à leurs fournisseurs.

Question: Pour répondre à vos besoins de financement, jugez-vous chacune de ces propositions utile ou pas utile? L'encouragement apporté aux investissements 30% 53% 11% 69 privés L'aide apportée par les grandes entreprises à leurs 49% 18% 20% 13% fournisseurs La création de la banque publique d'investissement, proposée par le gouvernement 17% 37% 25% 21% actuel Le délai de paiement ramené à 30 jours 19% 25% 28% 28% Le regroupement avec d'autres entreprises pour 27% 29% 35% regrouper vos émissions obligataires ■ Très utile Assez utile ■Non, plutôt pas ■ Pas du tout utile **PwC**